

« La censure est inutile quand elle n'est pas malfaisante. »

A. MILLERAND

L'HEURE D'AGIR LA BUTTE DE TAHURE FAIRE LE POINT

entre dans l'Histoire

Commencez-vous à voir un peu plus clair dans cet imbroglio balkanique ? Nous serions excusables de n'y rien comprendre, car après avoir bien embrouillé tous les fils, nos fins politiques ont mis soigneusement l'écheveau sous le boisseau. Après quoi ils se sont dit : « La question d'Orient est réglée chez nous, puisque chez nous personne n'en parle plus. »

Le malheur est que la question d'Orient ne se règle pas chez nous, mais bien en Orient, et qu'on a beau nous cacher les événements, ça ne les empêche pas de se produire.

Alors, il arrive ce que vous voyez : après une période de stagnation et de silence, la vérité se fait jour, malgré tous les efforts pour l'étouffer, et c'est une consternation générale. Les journaux, qui n'avaient jusqu'à présent que le droit d'imprimer l'éloge de M. Delcassé et de sa diplomatie, arborent en première page des titres effrayants : « Un coup de théâtre... Un coup d'Etat... Un coup de tonnerre... Le drame balkanique... » Sous ces coups redoublés, l'opinion publique, que l'on a négligé de tenir au courant, s'émeut, s'alarme, s'enflamme. « Qu'est-ce qu'il y a donc ? Qu'est-ce qu'on a fait ? »

On a fait tout ce qu'il fallait pour l'affoler, et il est fort heureux, mais bien extraordinaire, qu'on n'y ait pas encore réussi. Il faut, en vérité, que nos Français aient la tête aussi solide que le cœur.

La situation d'ailleurs n'a rien de critique, si les décisions nécessaires sont prises en temps opportun ; et peut-être n'aurions-nous pas tant attendu pour les prendre, si nous avions commencé par distinguer un peu mieux notre droite de notre gauche et l'Orient de l'Occident.

Car le premier tort de notre diplomatie à longue échéance et à courte vue, c'est d'aborder obstinément les affaires d'Orient avec une mentalité occidentale. Nous nous représentons trop ces peuples balkaniques comme ceux que nous avons l'habitude de fréquenter, ceux à qui des siècles d'histoire ont modelé une figure physique, un tempérament ethnique, une personnalité morale : nous leur prêtons naïvement nos principes, nos idées, nos sentiments, nos préjugés, nos scrupules, et quand nous découvrons tout-à-coup que chez eux et chez nous les règles du jeu ne sont pas les mêmes, nous en éprouvons toujours la même stupeur et la même indignation comiques.

Combien de fois nous faudra-t-il recommencer ces expériences pour nous rendre mieux compte que nous sommes ici en présence d'une humanité rudimentaire, qui se cherche encore et que nous allons peut-être aider à se trouver, mais qui n'est pas encore parvenue à notre degré de civilisation ? Ne parlez pas à ces peuples en formation de servir la cause du droit et de l'idéalisme contre la barbarie germanique : ils sont eux-mêmes trop près de la barbarie pour en sentir le péril. Ne perdez pas votre temps à rappeler aux uns ce qu'ils doivent à la Russie, aux autres ce qu'ils doivent à la France : les mots de reconnaissance ou d'ingratitude n'ont pour eux nul sens. Tous ne voient que leur intérêt immédiat, et cet intérêt paraît clair. D'un côté, des menaces précises ; de l'autre, des promesses lointaines. D'un côté, deux solides armées prêtes à entrer en campagne ; de l'autre, une poignée d'hommes attendant des renforts problématiques. Entre les deux, qui donc hésiterait, même en Occident ?

Il est grand temps que les alliés rétablissent l'équilibre, et ne recommencent pas ces fautes de la Guerre de Sept Ans, qui, au dire de Napoléon, firent tout le succès de Frédéric. Il est grand temps qu'ils s'accordent à reconnaître l'importance du nouveau front où doivent se dérouler les opérations décisives. Car la guerre n'est pas seulement entre l'Allemagne et la France, non plus qu'entre l'Italie et l'Autriche, ou entre la Russie et les Empires du Centre : la guerre est entrée la moitié de l'Europe et l'autre moitié ; si chacune des nations aux prises ne voit que ses frontiè-

L'enlèvement du village et de la butte de Tahure nous porte à deux kilomètres exactement du fameux chemin de fer de Challerange à Bazancourt, dont l'interruption gênera considérablement les Allemands. A la guerre, on prend ce qu'on peut et pas toujours ce qu'on veut. Il est à croire qu'en l'espèce, on a bien pris ce qu'on voulait, car la butte de Tahure est juste en face du point où la voie en question s'incline davantage vers le sud.

On peut d'autant mieux penser avoir touché juste que les Allemands ont prononcé des retours offensifs opiniâtres, sans la moindre réussite d'ailleurs.

Un millier de prisonniers, une avance sur une profondeur d'au moins 1.500 mètres et une étendue à peu près égale, la mainmise sur un des points les plus forts de la nouvelle position ennemie soulignent notre succès.

Nous voudrions, cependant, à propos justement de ce chemin de fer auquel on attache tant d'importance, modérer les exagérations de ceux qui voient désormais nos adversaires incapables de se ravitailler dans cette région. Il ne faut pas donner prise aux plaisanteries teutoniques, et celles-ci pourraient s'exercer facilement, si nous avions l'air d'ignorer que, parallèlement au chemin de fer de Challerange, et à 12 kilomètres plus au nord, court un railway, conduisant de Vouziers au Châtelet par Machault et Juniville. Comme le précédent, celui-ci s'embranchait sur les deux grandes voies Mezières-Reims et Sedan-Stenohoult. Mais on remarquera, en même temps, que ce chemin de fer à voie étroite sera d'un rendement très inférieur à celui qu'il aura la prétention de remplacer.

A part quelques réactions infructueuses contre notre nouveau front en Artois, la situation présente partout ailleurs peu de changement.

Général Verraux

Propos d'un Grincheux

« La censure s'est placée au-dessus des lois... Qu'on y prenne garde : il ne s'agit pas seulement ici des droits de la presse et de ceux de la nation ; l'avenir même de la liberté en France, les destinées des institutions républicaines sont en jeu. »

Qui parle ainsi ? Le Temps, qui n'a jamais passé pour l'organe des frénétiques. Les usagers du journalisme supportent patiemment un joug qui ne pèse pas sur leur bourse. M. Jean Dupuy, qui a gardé l'habitude des recouvrements, mais perdu celle des sommations, n'a encore tenté aucune démarche auprès de M. Viviani. Mais, dans les maisons qui s'efforcent de garder les traditions honorables, dans les journaux de journalistes, l'indignation trouve une voix.

Le Temps promet de protester contre l'arbitraire jusqu'à ce qu'on l'ait entendu. Disons-le au Temps : il ne suffira pas de protester. Contre un fait la protestation ne vaut que lorsqu'elle prend sa forme matérielle, qui est la résistance. Résistons. Et pourquoi pas ?

M. le président du Conseil fera-t-il saisir tous les journaux, s'ils refusent ensemble de subir la contrainte illégale et révoltante qu'il leur impose ? On peut croire qu'il ne commettra point cette imprudence. Mais, la commettrait-il, que nous importe ? Nous perdrons beaucoup de petits sous, et c'est tout. Cette considération peut incliner M. Jean Dupuy à la servilité. Elle ne saurait nous toucher. Et il sera bon que le public puisse clairement discerner ceux qui veulent l'instruire et le défendre, de ceux qui prétendent seulement le faire entrer dans leur boutique.

Albert Savarus

res à défendre, son particularisme tarde ou compromet la victoire.

La guerre a commencé dans les Balkans : c'est là qu'elle doit finir. Et elle ne finira comme elle doit, par l'écrasement des Barbares, que si tous les alliés savent faire à temps et avec ensemble tous les efforts et les sacrifices indispensables.

Gustave Téry

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot

Téléphone : GUT. 42-71, BERG. 40-11
Après minuit : GUT. 59-49

Directeur :

GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS

1 An	6 Mois	3 Mois	1 MOIS
18 fr.	6 fr.	4 fr. 50	1 fr. 50

LA CRISE BALKANIQUE

Le ministère grec est constitué

Il est favorable à la Quadruple Entente

Athènes, 7 octobre. — Le nouveau cabinet est ainsi constitué :

M. Zaimis, président du conseil, ministre des affaires étrangères ;
M. Gounaris, ministre de l'intérieur ;
M. Dragoumis, ministre des finances ;
M. Rhalys, ministre de la justice et des communications ;
M. Theodorakis, ministre de l'instruction publique et de l'économie nationale ;
Le général Yanakitsa, ministre de la guerre ;
L'amiral Countouriotis, ministre de la marine.

Le nouveau cabinet comprend donc cinq anciens présidents du conseil.

Le fait que M. Zaimis prend le portefeuille des affaires étrangères est caractéristique, car M. Zaimis est le seul parmi les anciens présidents du conseil qui n'ait pas pris parti contre la Quadruple Entente. Il est celui dont les idées représentent le mieux la neutralité absolue.

Le gouvernement se présentera lundi devant la Chambre. Il fera des déclarations sur sa politique générale, mais évitera toute allusion au traité d'alliance gréco-serbe.

L'attitude du parti de M. Venizelos dépendra des déclarations gouvernementales ; il est probable cependant que le parti ne refusera pas au cabinet un vote de confiance provisoire.

La constitution du nouveau ministère est considérée comme la meilleure solution possible de la crise dans les circonstances difficiles actuelles.

Les intrigues germano-bulgares en Albanie

Athènes, 6 octobre. — On mande de Durazzo que de nombreux emissaires bulgares et autrichiens parcourent actuellement les régions albanaises de l'intérieur, où ils s'efforcent d'amener la constitution de bandes destinées à attaquer la Serbie. Ils seraient abondamment pourvus d'argent et annonceraient la fin prochaine de la Serbie, annihilée par les armées alliées des Austro-Allemands et de la Bulgarie, et le retour du prince de Wied à la tête d'une grande armée allemande.

Plusieurs de ces agents ont été livrés par les chefs des villages à Essad pacha, qui leur a fait savoir son intention de réprimer sans merci leur propagande, ainsi que toute tentative d'agression contre la Serbie.

L'accord germano-bulgare

Le journal bulgare *Kambana*, organe de propagande allemande, indique les principales clauses de l'accord conclu entre l'Allemagne et la Bulgarie.

Il en ressort que la Bulgarie doit mettre à la disposition des armées allemandes son réseau de chemins de fer et parer à tous leurs besoins. Elle devra attaquer la Serbie par l'est pendant qu'une force allemande de 300.000 hommes l'attaquera par le nord.

En cas d'intervention roumaine, l'Allemagne serait tenue d'envoyer contre la Roumanie une nouvelle force de 300.000 hommes.

La Bulgarie recevrait comme prix de son concours la Macédoine bulgare et serbe ; elle sera aussi laissée libre de régler dans l'avenir ses comptes avec la Grèce.

Les Communiqués

15 heures.

L'ennemi a violemment bombardé, au cours de la nuit, tout notre front au nord de la Scarpe.

Il a tenté quatre contre-attaques successives contre les positions récemment conquises par nous dans les bois à l'ouest du chemin de Souchez à Angres.

IL A ETE COMPLETEMENT REPOUSSE.

Bombardement intense et réciproque au sud de la Somme, dans les secteurs d'Andechy, Bancourt, Canny-sur-Matz, ainsi qu'au nord de l'Aisne, dans la région de Tracy-le-Val et du bois Saint-Mard.

En Champagne, les Allemands ont prononcé en fin de journée des retours offensifs opiniâtres par lignes successives contre les positions qu'ils venaient de perdre au nord de Tahure.

ILS ONT PARTOUT ECHOUÉ SUBISSANT DE TRES LOURDES PERTES.

Aux Eparges, nous avons fait exploser deux mines, qui ont sérieusement endommagé les ouvrages ennemis.

Canonnade violente de part et d'autre entre Meuse et Moselle, au nord de Flirey.

En Lorraine, une forte reconnaissance ennemie a tenté d'aborder nos tranchées dans la région d'Atthenville.

ELLE A ETE ARRETEE DEVANT NOS RESEAUX DE FILS DE FER ET REPOUSSEE PAR NOS TIRS DE BARRAGE ET NOS FEUX D'INFANTERIE.

23 heures.

Bombardement violent et réciproque aux environs de Nieupoit et dans le secteur Hetsas-Steenstraete.

Les Grecs feront bien de méditer le dernier paragraphe de ce document.

Les préparatifs bulgares

Salonique, 6 octobre. — Malgré les bruits contraires, on n'a pas observé de nouvelles concentrations de troupes sur la frontière bulgaro-grecque.

Les forces réunies de ce côté s'élèvent à 65.000 hommes qui appartiennent aux ouvrages fortifiés bulgares et aux corps de couverture. On a seulement remarqué une activité anormale dans les travaux de fortification et des concentrations d'artillerie lourde, spécialement du côté de Pepelairi. Les ouvrages fortifiés de Dédagatch ont été complétés. Le port a été fermé par trois rangées de torpilles, tandis que, vers la terre, deux lignes de défense ont été aménagées ; l'une au-dessus de la ville, l'autre qui se trouve à une distance de 15 kilomètres, s'étend jusqu'à Porto-Lagos.

Le prince héritier de Bulgarie, Boris, va partir pour Philippopolis, en vue d'inspecter les troupes qui y sont réunies. Il sera accompagné de tout l'état-major. Partout ont lieu des préparatifs fiévreux. On recrute même les sujets étrangers. Le ministre de France a protesté contre l'enrôlement des citoyens français.

L'enthousiasme en Serbie

Nich, 5 octobre. — La nouvelle annonçant le débarquement des troupes françaises à Salonique s'est répandue dans tout le pays avec rapidité ; elle a produit à Nich un enthousiasme indicible.

Les troupes qui ont déjà passé sur le territoire serbe ont été accueillies à toutes les stations par les acclamations d'une population nombreuse qui offrait aux soldats des fleurs, des raisins et toutes sortes de cadeaux.

Les représentants des diverses corporations et ceux des provinces macédoniennes ont remis aux officiers français des mémoires exposant qu'ils ont toujours été Serbes, qu'autrefois leur contrée formait le noyau des villes principales de l'ancien Etat serbe. Descendants du tsar Noulban Kralievitch Marko, ils veulent demeurer Serbes et remercier la noble France qui leur vient en aide.

L'armée de Mackensen

Bucarest, 7 octobre. (D'un correspondant particulier). — L'armée de Mackensen a jeté un pont de bateaux sur le Danube. Une partie des troupes a déjà franchi le fleuve.

Les craintes allemandes

La Gazette de Francfort considère comme possible que tout comme en Italie l'attitude de la population fasse triompher la politique de la majorité parlementaire et dit que cela dépendra de l'attitude personnelle de M. Venizelos. « Si celui-ci se place à la tête d'un mouvement contre le roi, la tentative a chance de réussir. »

La Gazette de Francfort ajoute :

« L'Allemagne accueillera avec bienveillance la nouvelle de la neutralité grecque, mais, même si la Grèce ne demeure pas neutre, nous et nos amis sommes prêts. »

Même activité d'artillerie de part et d'autre en Artois.

NOUS AVONS LEGEREMENT PROGRESSE AU SUD DE THELUS PRES DE LA ROUTE D'ARRAS A LILLE.

Un coup de main tenté par l'ennemi sur un de nos postes avancés près de Popincourt au sud de Roye a complètement échoué.

Sur l'Aisne, nos batteries ont provoqué par leur feu deux très violentes explosions dans les lignes ennemies dans la région de Juvinicourt et incendié la gare de Guignicourt.

En Champagne, les Allemands ont prononcé au cours de la journée deux contre-attaques contre nos positions à l'ouest de la ferme Navarin. ELLES ONT ETE TOUTES DEUX REPOUSSEES. L'ENNEMI A SUBI DES PERTES SERIEUSES.

Combats à coups de bombes et de grenades en Argonne à la Fille-Morte et à la Haute-Chevauchée.

L'ennemi a dirigé sur différents points du front de Lorraine, notamment près d'Arzacourt, de Bures, au nord de Reillon et au nord-est de Badonviller une forte canonnade à laquelle nous avons efficacement riposté.

Dans les Vosges, nous avons dispersé une forte reconnaissance allemande qui se portait à l'attaque d'un de nos postes à l'est de la vallée de Sondernach.

Un de nos avions a mitraillé cet après-midi, en Champagne, un ballon captif allemand qui est tombé en flammes dans les lignes ennemies.

Montrez « L'Œuvre » à votre voisin

LES BOCHES A PARIS

Avec nos vieilles boîtes à sardines, les Boches fabriquent des boîtes qu'ils nous renvoient grâce à la Société « française » Goldschmidt et Cie de Paris.

Les ménagères se sont-elles jamais demandé ce qu'il advenait des boîtes en fer blanc qu'elles jettent aux ordures quand les sardines qu'elles contenaient sont consommées ?

Elles avaient entendu dire, et elles pouvaient croire, que ces résidus servaient aux ingénieurs et modestes inventeurs pour façonner des jouets, qu'on admire à l'étalage des baraques du jour de l'an.

Elles se trompaient. S'il en fut ainsi autrefois, tout est changé depuis quelques années. Les chiffonniers se sont vu offrir des prix plus avantageux pour donner la préférence à une grande maison qui mit les petits fabricants dans sa poche.

Il s'agit de la Société française des Etablissements Goldschmidt et Cie, 18, cité Malesherbes, dont il a bien fallu mettre sous séquestre les intérêts allemands.

A quelles fins cette maison bien « française » draine-t-elle toute la vieille ferblanterie et rafle-t-elle également les déchets dans les diverses fabriques de boîtes à sardines du pays, au point d'en réunir treize mille tonnes par an, en France seulement ?

Nos alliés anglais, russes et italiens participent d'ailleurs très largement dans la fourniture des 80.000 tonnes de rognures qui parviennent à l'usine.

Cette usine est située à Essen, à proximité des usines Krupp dans lesquelles M. Goldschmidt n'aurait pas seulement des intérêts de fournisseur.

La préparation que subissent boîtes et déchets consiste en ceci. La soudure en étain est mise à part, rendue liquide, coulée en lingots et vendue à son prix. Le fer-blanc, devenu de la vulgaire tôle noire, est livré en stock à la maison Krupp qui le passe au four Martin pour en faire du fer... et des boîtes.

Voilà comment les Allemands nous renvoient, nos boîtes à sardines.

Qu'est donc devenue depuis la guerre cette entreprise si « française » ?

Au lendemain de la mobilisation, la société, qui se trouvait dans l'impossibilité de rien faire parvenir en Allemagne, dénonça les contrats d'achats qu'elle avait passés avec tous les fabricants de boîtes et les intermédiaires des biffins. Cependant, de nouveaux engagements furent signés pour la durée de la guerre et les fournisseurs, qui étaient fort embarrassés de ces rognures, les expédièrent de Bordeaux, de Marseille et de Nantes au magasin-dépôt de Saint-Ouen. Depuis le mois d'avril, que l'immaginaire a recommencé, le stock se monte déjà à sept mille tonnes. Il augmentera encore, et cela d'autant plus facilement que la mode est à l'emballage en boîtes de fer-blanc.

On ne voit pas bien, dans ces conditions, l'intérêt de cette reprise des affaires, à moins qu'elle ne s'explique par le désir d'être prêts à renouer commerce avec l'ennemi dès que les bateaux pourront assurer un trafic qui, avant comme après la signature du traité de paix, sera toujours illicite.

On pourra dire que la maison Goldschmidt n'a plus aucun rapport avec son fondateur, — qui ne songe nullement à renier sa nationalité, d'ailleurs, — parce qu'une décision de l'assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 1915 dit que « la Société française des Etablissements Th. Goldschmidt (Société anonyme au capital de 500.000 francs en espèces), siège social, 18, cité Malesherbes, a été supprimée et remplacée par le titre suivant : Le déchet métallique ».

Comme ces messieurs, intéressés à l'affaire, y invitent très poliment leur clientèle, L'Œuvre prend bonne note de ce changement et croit devoir en outre faire observer :

- 1° Que le titre de société française n'a plus été reconnu suffisant pour masquer l'entreprise allemande ;
- 2° Que l'administrateur délégué, M. Muhr, n'a quitté son poste que pour rejoindre son régiment en Allemagne ;
- 3° Que M. Debaq, un des directeurs de l'usine d'Essen, qui venait tous les trois mois en France pour surveiller la marche du commerce, est également un Boche ;
- 4° Que M. Goldschmidt, qui fabrique avec nos matières premières du plomb pour nos soldats, est aussi le fabricant d'une arme bien allemande : les pastilles incendiaires.

Informations parlementaires

La médaille commémorative

Un projet de loi gouvernemental prévoit l'attribution de la médaille commémorative, des maintenant, aux blessés.

Plusieurs amendements ont été déposés pour compléter ce projet.

L'hygiène aux armées

A plusieurs reprises, la commission de l'hygiène avait réclamé que tous les trains sanitaires fussent à communications.

Elle a constaté que nombre de ces trains n'avaient pas été modifiés. Elle a insisté, hier, à nouveau auprès du sous-secrétaire d'Etat du service de santé sur la nécessité d'aménager tous les trains.

La commission a examiné en outre plusieurs rapports relatifs à la protection contre les gaz asphyxiants.

Mors-d'Œuvre

Féminisme.

PENDANT QU'ILS SE BATTENT

Parmi les hommes (parmi les civils) il y a malheureusement trop de pessimistes, parce qu'il y a beaucoup de désastres : le pessimisme est la forme de la neurasthénie pendant la guerre, et la neurasthénie sévit seulement parmi les oisifs. Quand on est immobile, n'est-ce pas ? on a la sensation que ça n'avance pas ; alors on se met en rond et on dit des bêtises.

Les femmes, au contraire, sont complètement réfractaires au pessimisme. Depuis la guerre, il n'y a plus d'oisives parmi les femmes. Toutes les femmes sont très occupées ; toutes les femmes se dévouent ; toutes les femmes sont emportées par l'élan... Et alors, comme les poilus, elles sentent que ça avance.

Ce sont les femmes des faubourgs qu'il faut entendre, à l'heure où, dans la cour de la mairie, elles attendent le paiement de leur allocation... C'est le seul moment où elles aient le temps de bavarder. Elles ont une confiance instinctive, merveilleuse, une confiance qui ne s'appuie ni sur des raisonnements ni sur des boniments. Elles ne lisent pas le communiqué (qu'est-ce que ça leur fiche, le communiqué ?) Elle savent qu'« on gagnera ». Ce sentiment-là s'appelle la foi. Dame, quand il s'agit de « leur poilu » elles sont susceptibles ; elles sont combatives à l'excès.

J'ai assisté plusieurs fois à des discussions entre deux jeunes femmes qui, chacune, voulait avoir « le plus costaud ».

— Mon mari a reçu une balle dans la Somme.

— Le mien en a reçu une dans l'apophyse acromion.

— Le mien a tué six Boches.

— Le mien en a tué douze.

L'autre jour, à court de surenchères, elles se sont prises aux cheveux en l'honneur de leurs poilus.

Et, malgré l'infraction à l'union sacrée, j'ai trouvé ça très gentil.

NOTE

C'est bon signe

La vie reprend à Paris. On recommence à faire des tranchées dans les rues ; les taxis ne peuvent plus circuler le soir sans se perdre corps et biens dans un précipice ; et un piéton, sur un parcours nocturne d'un kilomètre effectué dans n'importe quel quartier, peut choir dans une douzaine de trous différents.

Peu à peu, notre ville reprend sa physionomie d'avant la guerre.

Pour Corneille

L'assassin de Jean Jaurès, pour occuper ses loisirs, en attendant l'heure de comparaître devant ses juges, lit dans sa cellule les œuvres de Corneille.

Ces goûts littéraires semblent extravagants à la Bataille Syndicaliste, qui s'exprime ainsi :

« Ces lectures nous indiquent les dispositions d'esprit de ce déséquilibré, et on ne saurait s'en étonner... »

Galanterie

La Gazette de Cologne annonce que des poursuites seront exercées contre les dames allemandes qui, sans autorisation de la Kommandantur, porteront des bracelets fabriqués avec des anneaux de conduite d'obus.

Ces bracelets ne seront autorisés que contre remise à l'Etat d'un poids égal de métal pouvant remplacer le cuivre des anneaux de direction.

Et la Gazette de Cologne énumère gravement les objets de métal qui pourront être livrés à l'Etat dans cette intention : vieilles poignées de portes, robinets, lampes, ustensiles de cuisine et pièces de vaisselle.

D'où il résulte que les cuisinières allemandes seront particulièrement bien placées pour se parer des bijoux guerriers offerts par les galants soldats boches.

Nettoyage

M. de Gallaud, maire d'Alger, a pris l'arrêté suivant :

ARTICLE PREMIER. — Toute publicité en faveur des maisons de commerce de nationalité ennemie par annonces, affiches, placards apposés sur la voie publique ou dans les lieux publics ou par une exposition de marchandises marquées, pouvant être vue du dehors, est interdite sur le territoire de la commune d'Alger.

Sur toutes les routes du département de la Seine nous continuons à voir les panneaux réclames de la lampe Osram et du Pneu Continental. Et, à Paris même, on trouve encore, sans les chercher, des affiches du chocolat Suchard.

Eh ! Pas de blagues !...

Jean Draut demandait l'autre jour qu'on internât à Paris quelques prisonniers boches haut gradés, de telle façon qu'en cas de visite de zepplins et de

pluie de bombes ils pussent en profiter pour leur grade.

Un de nos lecteurs nous écrit pour protester et met en avant d'excellentes raisons :

« Si on accepte à Paris des prisonniers boches à demeure, vous verrez qu'on leur donnera bientôt un libre pennis de séjour avec les privilèges attachés à leur grade ; et quand nous les rencontrerons sur le trottoir, nous serons obligés de descendre sur la chaussée. »

Quelque chose de changé ?...

La revue socialiste allemande Neue Zeit estime qu'il y a quelque chose de changé en Allemagne.

« Les pertes de vies humaines, y est-il dit, ne sont pas la pire conséquence de la guerre... Il suffit de passer quelques semaines loin de la région des combats pour constater que presque toutes les idées morales sont radicalement changées. On est frappé d'une aptitude au gain sans exemple, jointe à un manque absolu de scrupules. Non seulement on estime que tous les moyens sont bons pour arriver à un bénéfice, mais on ne montre aucune honte à les employer. La population perd le sentiment que ces moyens sont malhonnêtes. »

Mais non, mais non... Il n'y a rien de changé en Allemagne.

Statistique et mysticisme

Un de nos statisticiens les plus officiels publie une série de chiffres d'après lesquels le nombre des enfants mâles nés pendant les guerres et immédiatement après a été très supérieur à la moyenne du temps de paix. Il ajoute que cette règle se confirme au cours du conflit actuel, car les chiffres nous apprennent que le nombre des garçons nés en 1914-1915 est beaucoup plus élevé que celui des filles.

Et notre statisticien se demande (mais ça c'est plus de la statistique, c'est de la métaphysique) si la nature prévoyante n'a pas voulu réparer ainsi automatiquement les vides produits par la guerre.

C'est prêter beaucoup de prévoyance à la nature, dont la sérénité ne s'émue aucunement de nécessités beaucoup plus immédiates.

Gal « laboureur »

On lit au Journal officiel :

« M. Charles Bernard, député de Paris. — Messieurs, hier, au moment où M. Labrousse descendait de la tribune et où il y était remplacé par M. Diagne, j'ai dit de ma place (oh ! je ne revendique pas d'une façon absolue le mot, il vaut ce qu'il vaut), j'ai dit : « J'estime que « vous allez le labourer ». Or, j'ai constaté avec stupefaction que le compte rendu in-extenso de notre séance ne mentionnait pas mon interruption. »

La Petite Guerre

Boulimie suisse

Avant la guerre, la Suisse faisait de brillantes affaires. Ce n'est pas Paris qui était l'auberge du monde, c'est l'Helvétie. Par ses tables d'hôte tarifées, ses glaciers organisés, ses montagnes à ascenseurs, ses goulfres munis d'entrées et de sorties qui évitaient l'encombrement, elle était plus qu'une auberge ; elle constituait un gigantesque Luna-Park, un colossal Magic-City.

Pour nourrir les foules, principalement boches, qu'une publicité rationnelle, quoique démesurée, attirait chez elle, la Suisse avait su organiser son ravitaillement.

Elle achetait beaucoup en France, même le lait, même les œufs. Vaches, poules et pâturages suisses n'ont jamais servi vraisemblablement qu'à corser le décor dont la vision était prétexte à corser la note.

La guerre vint. La Suisse fut privée de clients. Elle fit entendre les plaintes que tout hôtelier digne de ce nom se croit obligé d'exprimer quand la morte-saison se prolonge un peu.

Mais, chose singulière, elle continua d'acheter à la France et à faire venir de l'étranger, avec transit par la France, autant de comestibles qu'auparavant.

Même, moins l'industrie hôtelière représentait, et plus la Suisse achetait.

Quelques journaux firent observer au gouvernement français qu'il était à craindre que ce pays neutre ne continuât à nourrir ses anciens touristes boches, par simple habitude innocente, et à leur envoyer à domicile ce que la guerre ne leur permettait pas de venir consommer en Suisse.

— Non ! répondit le gouvernement français. Ce malheureux pays est dans la situation d'un homme ruiné et qui serait frappé, par surcroît d'infortune, d'une soudaine boulimie de première classe. La Suisse a faim, messieurs.

— Pardon ! Pardon ! Voilà qu'elle fait venir du cuivre !... Est-ce aussi pour le manger ?

— Peut-être ! Elle a si faim !... Un trust de Bâle demande 10.000 kilos de poulets français par jour... Faut-il que la Suisse ait faim !

— Mais vous allez faire augmenter le prix de la vie en France ! Laissez-nous quelque chose ! Nous avons la guerre !

— La Suisse a la boulimie ! C'est pire ! Rassurons la Suisse !

Il semble, en effet, quand on voit agir le gouvernement français, que, lorsque la Suisse mange, la France n'a plus faim.

Jean Draut

La Serbie héroïque et patriarcale

(Janvier-Mai 1915)

(Suite)

A Vrnatchka Banja, nous nous installons dans un sanatorium confortable. Le bourg est connu pour ses eaux thermales. Le roi y possède une villa. La Morava coule non loin : c'est une rivière large et tranquille, comme la Marne, parsemée dans des paysages aux molles ondulations, couvertes maintenant de neige où tranchent les pins. Des chariots à bœufs défilent sur la neige : des blessés et des malades y sont accroupis, enveloppés jusqu'aux yeux dans des couvertures de laine. Ils grelottent la fièvre là-dessous. Ils se laissent choir dans les civières que portent des prisonniers autrichiens. On les fait passer les uns après les autres dans une piscine d'eau chaude. Certains portent des pansements de quinze jours, noirs et déchirés, dont ils ramènent avec des palettes crasseuses les lambeaux. Quelques-uns ne se sont pas déshabillés depuis le commencement de la guerre, et nous sommes en janvier ! Je veux épargner à mes lecteurs toute cette sordide léproserie.

Il y a plus de malades que de blessés. Tous les impotents des villages voisins, apprenant que des médecins étrangers sont arrivés et soignent gratis, encombrant le hall d'entrée où les blessés pouilleux attendent leur tour. Ils ne racontent rien des batailles lointaines ; on ne les interroge pas ; depuis si longtemps que la guerre ruine ce pays, elle est entrée dans les mœurs et personne n'en parle plus. Ils déroulent leurs pansements infects et contemplent leurs plaies avec intérêt. D'autres peignent leur chevelure hantée par la vermine, car ils aiment avoir les cheveux longs et bien arrangés, sinon propres.

Nous organisons notre hôpital avec un confort improvisé mais unique pour l'endroit. Il ne m'appartient peut-être pas de signaler ici l'admirable effort qui fut fait par les ambulances anglaises et françaises pour améliorer les conditions déplorables du service sanitaire en Serbie ; mais la part qui me fut donnée eut trop peu d'importance pour qu'il ne me soit point permis de vanter comme il convient l'aide que les Alliés apportèrent à leur alliée cadette. Quand nous arrivâmes à Vrnatchka, les blessés pêle-mêle avec les malades étaient entassés dans le village ; l'on comptait alors dix décès par jour. Selon la ligne de conduite de toutes nos ambulances, nous organîmes immédiatement une section pour les blessés et d'autres pour les différentes maladies. La mortalité diminua aussitôt et s'arrêta bientôt.

Nous construisîmes, le lendemain, un four pour brûler les pansements ; nous installâmes une chaudière pour faire bouillir les vêtements ; choses inconnues en Serbie jusqu'à ce jour. Nous nous proposâmes d'édifier des baraques pour les malades.

On nous envoya 200 prisonniers — nous n'en avions demandé que 60, mais il y en a suffisamment pour permettre un choix. Ils sont rangés sur la route. Nous les examinâmes lentement, comme des marchands d'esclaves ; nous les faisons jouer des muscles, nous mesurons leur torse, et les plus forts passent de l'autre côté du chemin. Ils parlent toutes les langues, ils ont les physiques les plus dissimilables. Des blessés serbes nous ont parlé en riant de cette armée autrichienne dont les chefs doivent être polyglottes et dont les régiments s'engouffrent dans tous les dialectes. Nous gardâmes 60 forts bonshommes, taillés comme des taureaux et doux comme des moutons. Nous leur expliquâmes, par gestes, ce qu'il faut faire, car il faudrait sans doute quarante interprètes pour ces soixante hommes.

Un danseur bosniaque qui s'est engagé en Serbie — le cas est fréquent — doit subir l'amputation de la jambe droite. Il s'est plaint tout d'abord « car, dit-il avec une sagesse profonde, je ne puis pas danser sans jambes ». Quand il a compris que sa jambe était perdue de toute façon, il consent à se laisser amputer, mais il refuse à grands cris le chloroforme. Tous les blessés serbes agissent ainsi. Ils ont horreur des anesthésiants. Ils croient perdre pour jamais l'usage de leur volonté, ou craignent de se livrer sans défense à des mains étrangères. Ils subissent l'opération avec des lèvres pâles et contractées, sans un cri.

Il ont une extraordinaire force de résistance à la douleur, et le plus grand mépris ou la plus grande inconscience de la mort. Un homme de Lagodina agonise. Ses voisins de lit se moquent de lui, l'interpellent, lui demandent s'il perd le souffle ; et quand il est mort ils continuent à causer entre eux sans s'occuper du cadavre. Une heure après, je fais enlever le corps par deux prisonniers ; les camarades discutent violemment dans leur jargon, mais ne se préoccupent nullement de celui qui s'en va.

Ils ne suivent pas les enterrements : ce sont des prisonniers qui escortent le chariot à bœufs où s'allonge le cercueil de planches. Ils pointent sur l'épaule, selon la coutume serbe, la serviette bariolée, et s'acheminent fraternellement jusqu'au petit cimetière aux confins du bourg. Une femme marche en tête du cortège, portant un plateau de métal, une bouteille de vin ou de cidre et une serviette dépliée. Derrière elle, un bonhomme dresse une croix de bois et va droit, devant lui d'un air bourru. Le bouvier vient ensuite, tenant sur l'épaule une baguette de bois blanc. A droite

et à gauche, de longues distances les uns des autres, les prisonniers marchent en traînant les pieds, leur serviette flottant comme un drapeau. Quelquefois, une femme éplorée suit le convoi, toute noire et la figure dans les mains.

Les tombes s'alignent très étroitement serrées dans le cimetière patriarcal. Des croix de bois sont posées de guingois, et plus souvent des branches dépouillées de leurs feuilles et portant, fichées à la pointe, des rameaux et des miches de pain, ou suspendues des mèches de cheveux, des emblèmes de papier découpé. Sur les tertres des victuilles sont déposées, du pain, des boîtes de conserves, selon un usage immémorial.

Au retour les prisonniers empochent leur serviette : c'est le don du mort. L'ennemi de naguère est devenu un parent généreux.

Devant l'hôpital, ce soir de printemps, les convalescents se sont groupés sous des arbres en fleurs. Il fait très doux et l'âme est molle. Un homme passe et s'arrête au milieu d'eux. Il leur parle un instant : ils applaudissent avec de grands rires. Et l'autre se met à chanter un chant glorieux, sur un rythme vif et cadencé. C'est l'aède campagnard, l'homme serbe, qui se promène dans les camps et chante de vieilles histoires de guerre, du temps de la Grande Serbie. Il célèbre des héros médiévaux, mais dont l'esprit vit encore dans ces rustres vigoureux. Ils reprennent la chanson avec une justesse de ton parfaite : les voix s'emmêlent, se divisent, s'accroissent sur une note longue et se séparent en canon.

Il est neuf heures, l'instant du coucher. Mais nous laissons à leurs jeux robustes ces grands enfants. L'un d'eux oubliant ses maux et sa faiblesse, danse sur les talons, pliant les jarrets, à la manière russe, et saute, et tourne. Il s'assied exténué, un autre le remplace. Toute la bande crie et chante. On dirait que la paix avec ses gestes blancs et tranquilles passe sur le chemin dans le soir printanier.

C.-M. Hormant

Chez nos alliés

LA BULGARIE et l'opinion anglaise

(De notre correspondant particulier)

Londres, 5 octobre. — L'opinion anglaise a été blessée par la duplicité bulgare.

Dans les milieux éclairés, on se rend compte que l'activité de l'Allemagne dans les Balkans est déployée beaucoup moins contre la Russie que contre l'Angleterre.

Ruiner en Orient l'influence britannique, en s'assurant une route commerciale de Hambourg à Bagdad, tel est le rêve pangermaniste.

Les intérêts anglais se sentent menacés, mais il y a autre chose : l'Angleterre s'irrite à la pensée que la cause balkanique serait trahie par l'ingratitude d'une nation dont la reconnaissance devrait aller en premier lieu à la Russie qui l'a libérée du joug turc, et en second lieu à l'Angleterre sans laquelle elle ne posséderait pas la Roumélie orientale.

Les Anglais sont pratiques, mais loyaux. Cette mauvaise foi leur cause des nausées.

Ils ont toutefois tendance à accorder des circonstances atténuantes à la Bulgarie : si graves qu'aient été les fautes de ce pays, on reconnaît que le traité de Bucarest était particulièrement dur à digérer pour une nation aussi férue de ce qu'elle appelle ses droits. Mais sa rancune ne devrait-elle pas précisément se tourner contre le véritable auteur responsable : l'empereur d'Allemagne, qui a voulu que cette cause de division et d'amertume empêchât à tout jamais la ligue balkanique de se reconstituer ?

La partie de la Macédoine que le traité de Bucarest a donnée à la Serbie et à la Grèce contenait, il est vrai, une importante population de race bulgare, mais, au cours des négociations, qui se sont laborieusement poursuivies durant ces derniers mois, la Serbie a fait preuve d'une patience, d'un esprit de conciliation et d'une largeur de vues qui ont été appréciées par les Alliés. Il n'est pas exagéré de dire que la cause de la Serbie, déjà chère à l'Angleterre, devait lui paraître aussi sacrée que celle de la Belgique, au jour d'une agression bulgare.

Le langage énergique de sir Edward Grey a donc été unanimement approuvé en Angleterre, de même que l'ultimatum russe à la Bulgarie.

On note même une certaine satisfaction de voir l'imbroglio balkanique s'éclaircir, fût-ce au prix d'une complication, dont on ne méconnaît pas l'importance, mais qui, envisagée froidement, semble laisser les meilleurs alliés aux mains des Alliés.

Tout le monde demande, en revanche, que les mesures les plus énergiques soient prises immédiatement et ultimum et qu'on ne recommence surtout pas avec le gouvernement du tsar Ferdinand la politique de faiblesse et d'atermoiements, dont la Turquie a profité pour pousser à fond ses armements.

"L'Œuvre" Économique

Ce qu'écrivent les autres

Le nerf de la guerre

La valeur guerrière des soldats d'une nation est un facteur considérable du succès, mais il n'est décisif que lorsqu'il est soutenu et alimenté au moyen du matériel indispensable à son action. S'il faut beaucoup d'hommes courageux, intrépides, il faut aussi beaucoup d'or pour satisfaire aux besoins des armées et à ceux de la population civile. L'or est le nerf de la guerre.

Il y a donc lieu de mobiliser toutes les ressources du pays.

C'est la somme des richesses particulières qui fait la fortune d'un Etat et celui-ci a le droit d'en disposer pour sa sauvegarde et son salut. Ce droit, comme corollaire le devoir de tous les riches de sacrifier à l'Etat ou de mettre à sa disposition l'or nécessaire au salut public.

Il y a deux manières pour un Etat de se procurer l'or nécessaire à la défense nationale : l'impôt et l'emprunt.

Le gouvernement français n'a pas cru devoir, jusqu'à ce jour, augmenter les taxes directes ni indirectes. Les premières avaient d'ailleurs été tellement majorées dans les prévisions de l'impôt foncier de 1915 que, même sans la guerre, elles auraient donné lieu à de graves mécomptes.

Il est d'ailleurs assez difficile de demander des ressources à l'impôt lorsque la grande majorité des contribuables est sous les armes face à l'ennemi.

C'est donc par l'emprunt, sous forme de bons et d'obligations de la défense nationale, que le gouvernement s'est procuré les ressources énormes dont il a besoin pour faire face aux charges écrasantes de l'état de guerre.

Ces ressources sont insuffisantes, puisque, de concert avec l'Angleterre, la France émet un emprunt aux Etats-Unis d'Amérique.

Mais l'Angleterre vient de donner, en matière de politique financière, un exemple d'une hardiesse étonnante en augmentant de 50 % l'impôt sur le revenu ou *income tax*, et en taxant les bénéfices des usines travaillant pour la guerre, tandis que les impôts de consommation sur les thé, aliment populaire, n'ont subi qu'une légère augmentation.

On n'aura jamais le courage, en France, d'imiter cet exemple.

Les dépenses mensuelles atteignent à présent et dépassent sans doute deux milliards et demi.

Il n'est cependant personne qui ne soit témoin des abus, du gaspillage des finances. C'est la guerre ! Les uns ne paient pas ; les autres profitent. Mais parmi ceux que la guerre entretient, que d'emplois inutiles, que de sinécures occupées soit par des incapables à faire campagne, soit par des embusqués ! On économiserait bien des millions par mois, en utilisant à l'arrière les officiers, sous-officiers blessés et en renvoyant dans leurs foyers les vieillards impotents qui touchent des soldes d'officiers en activité.

On pourrait supprimer les automobiles des ronds de cuir, des officiers et de leurs familles ; on pourrait exercer un contrôle sérieux sur les dépenses de toute nature, sans parler des frais de déplacement abusifs. Mais j'entre peut-être dans le domaine de la politique et il faut s'en abstenir dans une chronique économique.

S'il est défendu d'écrire, il ne peut être édicté aucun moyen d'empêcher de parler. Moins on écrit, plus on parle, parce que la presse n'a pas le moyen de mettre au point les exagérations des conversations du public. On s'apercevra tôt ou tard que cette compression est dangereuse.

AUX HALLES

Notre première visite aux Halles, racontée dans le numéro du 24 septembre dernier de *L'Œuvre*, a obtenu un succès assez flatteur. Le boucher que nous avons signalé comme ayant vendu, un jour, des langoustes à un bon marché exceptionnel, a dû regretter, le jour de la publication de notre article, de ne s'être pas transformé en marchand de poisson.

Tout le monde est venu lui demander de la morde. Il est vrai qu'il avait commis l'imprudence d'afficher le numéro de *L'Œuvre* sur sa devanture !

Il n'a pas, en tout cas, laissé partir les mains vides la plupart de ses visiteurs.

Ses aloyaux et ses côtelettes ont remplacé, ce jour-là, sur bien des tables, le cardinal des mers.

Parlons, les bouchers déçoivent, d'ailleurs, « de se mettre au poisson ».

« Du poisson, par le temps qui court ! Vous plaisantez. C'est hors de prix ! On se plaint de la cherté de la viande ? Elle est pour rien, en comparaison du poisson. Ce n'est pas que la pêche chôme, mais les chalutiers sont réquisitionnés pour la pêche au sous-marin, avec de gros filets d'acier. C'est pas que ça soit inutile. Mais une tranche de sous-marin à la sauce câpre, croyez-moi, ça n'est pas profitable... »

Je me demande d'ailleurs si les bouchers n'exagèrent pas. Ils prêchent

pour leurs saints, c'est entendu ! C'est leur intérêt qu'on mange plus de viande que de poisson. Mais de l'enquête que j'ai faite il résulte qu'on trouve de la barbe à trois francs le kilo ; du bar au même prix ; du colin à 1,75 ; de la crevette grise à 1,50 ; de la raie à 1 fr. ; des limandes à 1,50, ce qui est tout de même d'un prix abordable.

On m'a écrit plusieurs lettres au sujet de mon dernier « Tour aux Halles ». Elles émanaient de maîtresses de maison, et s'accordaient en général sur ce point :

« Si j'envoie ma cuisinière aux Halles, monsieur, j'aurai à supporter, outre les frais de métro, relativement faibles, le coup de l'anse du panier. Si j'y vais moi-même, on augmentera les prix parce que je suis « une dame ». Je répugne à me mettre en souillon, à me déguiser, pour aller aux provisions. Et puis, je redoute d'entrer en relations avec ces dames de la Halle. Je ne les connais jusqu'à présent que par la *Fille de Mme Angot*, et il y a un couplet célèbre qui les présente sous un jour peu parlementaire. »

Je me hâte de rassurer les lectrices de *L'Œuvre* sur ce point. Evidemment, les Halles n'ont point encore remplacé les Acacias, mais on y rencontre beaucoup de vieux messieurs très chics, les uns allant jusqu'à porter monocle, et des dames en jupe courte, à talons hauts, coiffées de feutres un peu rigides coiffées d'une simple fleur, qu'on m'a affirmé être le chapeau dernier cri. Célèbre fait son marché elle-même. La guerre lui a appris qu'un sou était un sou alors qu'il y a quatorze mois, elle ignorait qu'un louis valait vingt francs.

Le vieux monsieur chic a passé par la même école. Il a appris à marchander une sole, et il s'en tire très bien. La dame élégante connaît le coin des belles côtelettes à quarante centimes. Et Mesdames de la Halle les connaissent, les appellent, disent au vieux monsieur : « Mon mignon », et à la dame aux talons hauts : « Ma chérie ».

Ça se passe en famille. Le monsieur met sa sole dans la poche intérieure de son pardessus, et il a droit à deux papiers pour l'envelopper, — pourtant le papier a si « renchéri », lui aussi.

La dame aux talons hauts est pourvue d'un sac de papier immense dans lequel la marchande enfouit salades, poireaux, carottes, choux.

— Comme ça, ajoute-t-elle, vous aurez l'air d'avoir acheté des coupons. Et puis, attention aux trognons de choux ! Avec vos talons, vous allez glisser et vous flanquer par terre.

Des porteurs, forts de la Halle, li-vreurs de viande, on ne redoute plus le contact : ils sont tous en uniformes... de fantaisie... C'est la guerre.

CE QUE DISENT

NOS LECTEURS :

La question des sucres

Monsieur,

Je viens d'apprendre d'une personne digne de foi l'existence de trois frères K..., Boches, habitant Paris.

Deux seulement sont naturalisés depuis deux ans environ. Le troisième frère ne l'est pas du tout. Or, il fait, depuis la guerre, la navette entre Berlin et Paris par la Suisse en se vantant d'obliger la France à passer par son intermédiaire pour le ravitaillement des sucres. Ce capitaliste boche serait donc l'un des auteurs de la cherté des sucres. Et peut-être agit-il systématiquement, pour nous ruiner autant que pour s'enrichir.

Les deux autres ont suivi le gouvernement français au moment de sa fugue à Bordeaux. A quelles manigances se livrent-ils contre notre pays ?

Après le scandale des blés (Grands Moulins de Corbeil) ne pourrait-on soulever le scandale des sucres ?

Une directrice allemande

Paris, 4 octobre 1915.

Il est déplorable de voir encore des maisons soi-disant françaises accueillir des Allemands de préférence à des Français pour leur confier les meilleures places dans leurs ateliers. Il est intolérable de voir ces maisons placer des ouvriers français sous la coupe de directeurs et directrices boches.

C'est ainsi que la maison de papeterie X..., dans le 10^e arrondissement, vient d'installer comme directrice une Allemande avérée, dont le frère, nommé S..., tenait, à Montreuil, une fabrique de papier qui a été mise sous séquestre.

Dès son entrée dans les ateliers, sa morgue autoritaire et insolente fut un scandale. Elle a mis à pied des femmes et des sœurs de combattants qui se font tuer pour la France.

Notez que, jusqu'à ce jour, les ouvrières de la maison n'avaient aucun sujet de plainte.

Nous croyons qu'il suffira de signaler ce fait pour arrêter à temps l'invasion sournoise qui se prépare au détriment de la main-d'œuvre française,

avec la complicité d'employeurs inconscients.

Le cas d'un petit propriétaire

Petit propriétaire dans un quartier ouvrier de Paris, mes seules ressources étaient le montant des loyers que je touchais à chaque trimestre.

Maintenant, je ne touche plus rien malgré que je consente une diminution de 50 0/0 à des locataires, qui, eux, gagnent et touchent de tous les côtés, j'en ai la preuve.

Je ne parle pas des mobilisés. A ceux-là je ne présente pas de quittances. Pour le dernier trimestre, ma concierge m'écrivit qu'elle s'est abstenue d'en présenter aucune afin d'éviter des menaces et des voies de faits.

Mes locataires répondent que le moratorium et le gouvernement sont pour eux.

Le percepteur me tracasse ainsi que le gaz et la compagnie des eaux.

Poursuivre ? Je n'en ai pas le moyen. Et si je perds ? Parlez un peu de nous, Monsieur, nous sommes des milliers dans le même cas.

A LA CHAMBRE

La compensation d'armement des navires construits à l'étranger. — L'emprunt franco-anglais aux Etats-Unis.

A l'heure où les armateurs, dont les navires n'ont pas été réquisitionnés, font des fortunes presque scandaleuses, le gouvernement dépose un projet de loi qui ajouterait à leurs bénéfices la compensation d'armement étendue à des bâtiments construits à l'étranger depuis moins de huit ans !

Et M. André Hesse trouve encore ce projet insuffisant. Il demande, pour les armateurs qui pourront acheter ces vieux bateaux, la certitude que ces navires ne seront pas réquisitionnés par l'Etat.

M. Bouisson n'a pas de peine à démontrer l'inutilité de cette protection nouvelle accordée à certains armateurs privilégiés. Le projet du gouvernement présente un danger, celui d'encombrer notre flotte marchande d'unités déjà vieilles. Le député de Marseille donne la preuve des bénéfices énormes réalisés par les armateurs dont les navires n'ont pas été réquisitionnés. Le prix du fret a quintuplé et certains armateurs ont, dans un seul voyage, gagné le prix de leur navire. Tout le monde est d'accord pour reconnaître que, dans les conditions les moins favorables, le fret de trois voyages donne aujourd'hui une somme au moins égale au prix du bateau.

Il serait scandaleux d'augmenter encore les bénéfices de ceux qui profitent de la guerre en prenant dans la poche des contribuables les millions que l'Etat donnerait ainsi à certains armateurs.

D'ailleurs, ni le gouvernement, ni la commission de la marine marchande, ni M. André Hesse ne semblent espérer une augmentation considérable de notre flotte de commerce. Le prix des navires a triplé depuis la guerre et il est certain que les marines étrangères ont intérêt à conserver leurs bonnes unités. Tout au plus pourraient-elles nous céder leurs vieux bateaux.

Tout cela est tellement évident que la majorité de la Chambre paraît hostile à ce projet que successivement M. André Hesse, M. Guernier et M. le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande s'obstinent à défendre.

M. le sous-secrétaire d'Etat déclare que les bateaux achetés à l'étranger par des armateurs français ne seront réquisitionnés qu'en cas d'extrême urgence. C'est un nouveau privilège qui viendra s'ajouter à la compensation d'armement dont bénéficieront les acheteurs de ces navires.

M. Ribot, ministre des finances, dit que les conséquences financières du projet ne lui ont pas paru redoutables. Il reconnaît cependant qu'après la déclaration que vient de faire M. Bureau, sous-secrétaire d'Etat, les armateurs qui achèteront des navires à l'étranger vont jouir d'un privilège de fait. Ce privilège compensera, peut-être, la prime qu'on se proposait de leur allouer.

M. le ministre des finances demande donc à la Chambre de renvoyer ce projet à la commission.

Ce renvoi est prononcé.

C'est pour aboutir à ce résultat que l'on a discuté pendant trois heures !

Au début de la séance, la Chambre avait adopté sans discussion le projet déposé par M. Ribot, ministre des finances, autorisant le gouvernement à émettre aux Etats-Unis, conjointement et solidairement avec le gouvernement britannique, un ou plusieurs emprunts dont le montant sera fixé au mieux des intérêts du Trésor. Ces emprunts sont destinés au paiement des achats faits aux Etats-Unis.

M. Ribot déclare que la campagne très vive menée contre les Alliés n'a eu aucune influence sur l'opinion américaine. L'Angleterre a renoncé à frapper de « l'income tax » et nous avons renoncé à frapper de tout impôt présent ou futur les titres souscrits par les citoyens américains.

Séance aujourd'hui à trois heures.

LES CAUSES DE LA SURPRISE

M. Clemenceau, dans *l'Homme Enchaîné*, souligne la tendance de nos gouvernants à vouloir que, dans toute l'Europe, le public français soit le seul à ne pas être informé.

Un journal, *Paris-Midi*, a été suspendu pour avoir voulu publier, en France, le document officiel du généralissime français à l'adresse des chefs de corps français, connu de toute l'Europe, excepté des citoyens français. Pour en arriver là, quel délire d'arbitraire a donc pu s'emparer de nos prétendus dirigeants ? Que veulent-ils, que pensent-ils, que peuvent-ils se proposer de faire, pour pousser la folie jusqu'à prétendre que nous soyons les seuls, dans le monde, à ne pas connaître le document de suprême importance, (approuvé, sans aucun doute, du gouvernement lui-même), par lequel le commandement en chef des forces françaises demande aux généraux d'expliquer à leurs troupes les hautes raisons, et les conditions mêmes de l'offensive qu'il engage, — toutes choses, paraît-il, dans l'ignorance desquelles il convient de nous laisser.

LE TSAR FERDINAND

Le *Novoté Vremia* publie cette étude documentée de la mentalité du tsar Ferdinand :

Il y a aujourd'hui 40 ans que les slavophiles de Russie provoquèrent un mouvement ayant pour but de mettre fin aux persécutions féroces exercées par les Turcs sur les chrétiens des Balkans. C'est au sang versé pour leur cause que les Bulgares doivent leur indépendance politique, et aujourd'hui la Russie adresse un ultimatum à Sofia !

Le souverain actuel de la Bulgarie était alors un jeune officier de l'armée austro-hongroise. Justement, à ce moment, s'organisaient en Hongrie des souscriptions pour présenter un sabre d'or à Kérim pacha, le héros des massacres des chrétiens en Bulgarie. Or, au Musée National de Budapest, on conserve une liste des souscriptions reçues à cette occasion ; le premier nom des souscripteurs est celui de la princesse Clémentine de Cobourg ; le deuxième, celui de son fils Ferdinand. Le sort a voulu que ce même Ferdinand qui avait donné deux cents francs pour offrir un sabre d'or au massacreur des Bulgares devint le roi de ce peuple. Et aujourd'hui, c'est encore ce même Ferdinand qui veut manifester les mêmes sentiments à l'égard de son peuple.

Il y a un an, la déclaration de la neutralité de la Bulgarie a sonné douloureusement dans les cœurs non seulement des Russes, mais de tous les Slaves. Puis, au cours de l'année, cette neutralité est devenue de plus en plus équivoque. Lorsque la Turquie déclara la guerre à la Russie, il semblait que la conduite de la Bulgarie dût être dictée par le mouvement le plus naturel de la raison et du sentiment. Au contraire, ce fut de ce moment même que com-

mença une politique bulgare malveillante à l'égard de la Russie. La diplomatie russe a fait tout son possible pour que la Bulgarie obtint la réalisation de son idéal national. Et voilà que le tsar Ferdinand conclut ce traité bulgare en vertu duquel 60 officiers allemands sont appelés à Sofia et répartis dans l'état-major bulgare. Cette provocation de la part du tsar des Bulgares était telle que la patiente diplomatie de la Russie ne put la supporter.

NOTRE AVENIR ECONOMIQUE

Dans le *Stockholm Dagblad* (Gazette de Stockholm), M. Erik Sjoestedt, Suédois ami de la France, publie un article sur l'avenir économique de la France :

Dans trois ou quatre ans, après la conclusion de la paix, la France aura couvert la dette contractée à l'étranger pendant les hostilités, rien qu'en y employant les deux milliards et demi qu'en temps normal elle place annuellement à l'étranger. La France possède en portefeuille plus de 50 milliards d'emprunts d'Etat et autres valeurs étrangères. Elle tire au bas mot deux milliards de rente de ces placements. Les étrangers dépendent annuellement un bon milliard en France. Ces étrangers reviendront après la guerre. Pendant quelques années, la France cessera peut-être d'être le banquier du monde, pour recommencer quand la balance sera rétablie. Si la France désire aller plus vite en besogne, il lui suffira de passer certaines de ses créances sur l'étranger à d'autres puissances.

Pendant cette première année de guerre, la France a emprunté 950 millions à l'étranger. Ses achats à l'étranger en munitions et autres fournitures se sont élevés à 2 milliards 504 millions, soit environ 200 millions par mois. Si la guerre coûte actuellement 1.800 millions par mois, 1.600 millions en restent dans le pays.

Si la guerre dure encore un an, la France n'aura certainement pas contracté à l'étranger une dette de plus de cinq milliards, mais en supposant une guerre encore plus longue et en portant cette dette au chiffre peu croyable de dix milliards, ce sera, avec les ressources de la France, une affaire de peu d'années que de rétablir la balance économique.

La dévastation des contrées industrielles du Nord occupées par l'ennemi est regrettable. Mais la ruine temporaire d'une partie de son industrie frappera moins la France dans sa vitalité économique que tout autre pays en Europe. La force inépuisable de la France réside dans son agriculture. On a taxé la France de pays arriéré parce qu'elle ne se jetait pas aveuglément dans la concurrence de l'industrialisation à outrance qui a mené l'Europe à la catastrophe actuelle. Ces Français qu'on blâmait pour leur conservatisme économique étaient, au contraire, guidés par l'instinct économique le plus sûr et le plus sain, par le vieux bon sens français dans sa clarté et dans sa logique.

A l'Hôtel de Ville

Le Conseil général de la Seine se préoccupe de la cherté des vivres

Se préoccupant des prix, de plus en plus élevés, des denrées, et notamment de la viande, le bureau du Conseil général a décidé, dans sa séance d'hier, d'inviter l'administration à préparer les installations utiles pour la conservation des viandes frigorifiées et à prendre dans le plus bref délai les mesures nécessaires pour l'importation des viandes de cette nature.

Le bureau a également invité l'administration à étudier les moyens de faire connaître au public par le vote du bulletin municipal et autrement les cours des denrées les plus usuelles aux Halles.

LES TRIBUNAUX

TROISIEME CONSEIL DE GUERRE

Elle volait les mandats destinés aux soldats !

Reine Dumora, âgée de dix-neuf ans, est commise auxiliaire au bureau central militaire des postes et télégraphes.

Le 22 juin, la gérante d'un grand bouillon de la rue du Pont-Neuf trouvait sur le réservoir d'eau des W.-C. vingt lettres ou enveloppes destinées aux soldats sur le front ; onze étaient vides des mandats qu'elles devaient contenir. Soupçonnant un acte indélicat, elle s'en fut aussitôt porter le paquet à l'administration des postes.

Les recherches étaient facilitées par ce fait que les lettres en question, d'origines diverses, étaient toutes destinées aux secteurs postaux 21 à 40. Or, la correspondance qui était acheminée vers ces secteurs passait par les mains de quarante jeunes filles commises auxiliaires.

Tandis que l'enquête se poursuivait, un ouvrier travaillant aux ateliers de la Compagnie générale des Petites Voitures découvrait, le 7 juillet, en réparant un taxi-auto, des lettres placées dans les châssis vitrés, derrière le siège du chauffeur ; il les porta au commissaire de police.

Quelques jours après, des officiers belges trouvaient, également dans un taxi, un paquet de lettres, toutes, comme les précédentes, destinées aux secteurs 21 à 40.

Mlle Reine Dumora, la coupable de ces multiples détournements de correspondance, fut enfin prise le 23 juillet alors qu'elle jetait un paquet de lettres ouvertes par le vasistas des W.-C. des dames donnant

sur le toit de l'Hôtel des Postes. Elle fit des aveux complets.

C'est de ces faits graves qu'elle avait à répondre hier devant le troisième conseil de guerre de Paris, présidé par le lieutenant-colonel Fayard.

Le commissaire du gouvernement Gail, dans un réquisitoire qui nous a permis de goûter de nouveau le charme d'une éloquence que nous faisons entendre aux assises avant la guerre M. l'avocat général Gail, a flétri sévèrement l'acte de la coupable qui privait nos glorieux soldats au front du baiser et du petit souvenir du père, de la mère ou de l'épouse.

M^{rs} Théodore Valensi et M^{rs} Gabrielle Hyvrard n'ont pas eu trop de leur talent et de leur habileté pour susciter en faveur de Mlle Dumora l'indulgence du tribunal. Celui-ci n'a, en effet, infligé à la coupable que trois mois de prison et cinq années d'interdiction de fonctions.

Montrez « L'Œuvre » à votre voisin

COURRIER DES THEATRES

Ce soir : A la Comédie-Française : *le Demi-Monde* ; à l'Odéon : *Colinette*.

Au Théâtre Sarah-Bernhardt : *l'Aiglon* ; à la Gaîté : *la Marraïne de Charley* ; à la Renaissance : *Fred, Séance de nuit* ; au Châtelet : *Trois de cœur* ; au théâtre Réjane : *la Fille de Neptune* ; au théâtre Michel : *l'Attente, Léonie est en avance et Plus ça change...* ; à Cluny : *Bébé* ; à la Comédie-Royale : *Appartement meublé, les Joyeux départs de Maurice et Apportez votre or*. Revenez aux Folies-Bergère, chez Mayol (avec Régina Badet), à l'Eldorado, à l'Olympia, à la Cigale, à Ba-Ta-Clan, à la Pie-qui-Chante, etc.

Ce soir, également, à la Gaîté-Rochefoucauld, répétition générale de *Ténérus pas*, grande revue de MM. Lelièvre et Varès.

On sait que la reprise de *la Belle Aventure*, au Vaudeville, est imminente. Nous reverrons, dans la principal rôle, Mlle Andrée Gladis.

On répète, en ce moment, à la Comédie-Française, *le Coup d'aile*, l'œuvre de M. de Curel, qui a été représentée jadis au théâtre Antoine, et qui aura pour principaux interprètes, à la Maison de Molière, M. de Féraudy, Duflos, Mayer, M^{rs} Desvoyses, Ducos et Liraud.

NOUVELLES DE LA DERNIÈRE HEURE

DANS LES BALKANS

Le débarquement à Salonique

Des dispositions avaient été prises pour le débarquement simultané des troupes anglaises et françaises à Salonique. Les événements en ont toutefois décidé autrement, et ce sont les Français qui ont atteint le port et ont débarqué les premiers.

Les troupes ont mis pied à terre hors de la ville, dans un ordre parfait, et aucun soldat français, en exécution des ordres reçus, n'est entré dans Salonique même.

Les troupes anglaises ont commencé également à débarquer mardi.

Rupture entre l'Italie et la Bulgarie

Rome, 7 octobre. — Le ministre des Affaires étrangères a remis aujourd'hui ses passeports au ministre de Bulgarie à Rome.

L'Allemagne proteste à Athènes

Genève, 7 octobre. — On mande de Berlin que le gouvernement allemand a protesté à Athènes contre la permission donnée aux troupes franco-anglaises de débarquer à Salonique, permission qui serait en contradiction avec la neutralité proclamée au début de la guerre par la Grèce.

Le gouvernement grec n'a pas encore répondu aux représentations allemandes.

Le rôle du ministre d'Allemagne

On assure qu'immédiatement après les déclarations faites par M. Venizelos à la Chambre, le ministre d'Allemagne à Athènes fit visite au roi Constantin. C'est à l'issue de cette visite que le souverain fit appeler le président du conseil et eut avec lui un entretien qui se termina par l'offre de démission de M. Venizelos.

L'Union sacrée en Bulgarie

Genève, 7 octobre. — On mande de Sofia : « Les chefs socialistes bulgares ont assuré le gouvernement qu'en raison de la gravité des circonstances, ils ne lui susciteront aucun ennui. »

Une proclamation de la reine Sophie

Rome, 7 octobre. — La reine de Grèce a fait publier ce matin une proclamation qui commence ainsi : « Le roi et la patrie appellent les Hellènes à la défense du sol national. » Et la reine de Grèce exhorte les femmes grecques à secourir par tous les moyens les familles des mobilisés.

La presse anglaise et la situation dans les Balkans

Londres, 7 octobre. — Le Daily Chronicle dit : « Les puissances de l'Entente ont un devoir bien clair, qui est d'agir avec vigueur ; une action sûre et résolue est maintenant nécessaire. Les alliés doivent montrer dans les Balkans, sans équivoque possible, qu'il faut compter avec eux. Des forces imposantes devraient être débarquées sans délai à Salonique ; une forte escadre accompagnerait les transports. Et nous ne sommes pas certains qu'une visite amicale d'une autre escadre dans d'autres eaux grecques ne vaille pas la peine d'être faite. »

Les Daily News disent, de leur côté : « Le devoir des alliés est de faire tout leur possible pour mettre fin, le plus vite possible, à une situation intolérable pour la Grèce, pour la Serbie et pour eux-mêmes. Un moyen très net consiste à porter au maximum et rapidement l'armée déjà débarquée à Salonique. »

Le sort des Arméniens

De la Neue Zürcher Zeitung : « D'après des renseignements tirés de communications faites par la société allemande de propagande chrétienne en Orient, il ressort que non seulement la ville de Van fut le théâtre de luttes entre les Arméniens dissidents et l'armée turque, mais que les habitants furent en butte dans les campagnes à des sévices exercés par des Kurdes. « Les Arméniens assassinés furent jetés tantôt en pature aux chiens, tantôt jetés dans les « antrons » (moles de fumier). Lorsque les Russes quittèrent Van, au mois d'août, ils emmenèrent avec eux les missionnaires allemands à Tiflis. « Dans les villages de l'ouest, les déportations eurent lieu sans massacres, disent les communiqués allemands ; ce qui est

ce est notre alliée, servons-nous de notre armée et de notre flotte en sa faveur ; mais si la Grèce est impuissante aux mains d'une faction à défendre ses intérêts, alors aidons-la à se délivrer de cette faction avec notre armée et notre flotte. »

Opinions allemandes

Londres, 7 octobre. — Le Lokal Anzeiger plus prudent que la plupart des journaux allemands dans ses commentaires dit :

« Nous ne considérons pas encore comme certain que la crise a été causée une fois de plus par l'intervention personnelle du roi, qui trouvera une solution qui réponde à ses desirs. »

Ce journal fait allusion à la crise qui a précédé l'entrée de l'Italie en guerre et il pense que la phrase de la dépêche disant que le roi ne pourra pas suivre la politique de M. Venizelos jusqu'au bout, semblerait indiquer que le roi n'a pas songé ni ne songe actuellement à offrir une assistance par la force au débarquement des troupes anglo-françaises ; mais qu'il est résolu à ne pas participer à une campagne militaire dans l'intérêt de la Quadruple-Entente. Si le territoire grec est menacé, ce ne sera par aucune action hostile de la Bulgarie.

« Le maintien de la neutralité telle que Constantin l'envisage exige une mesure extraordinaire de sang-froid ; du reste, elle n'est réalisable que si le pays et le Parlement l'appuient. »

Amsterdam, 7 octobre. — Theodore Wolff, discutant de la crise grecque dans le Berliner Tagblatt, s'exprime ainsi :

« C'est le coup le plus formidable qui ait été porté jusqu'à la politique de l'Entente qui va se trouver en face d'un grand danger. »

L'argument de l'auteur de cet article est que la France et l'Angleterre se trouvant dans l'impossibilité d'envoyer des troupes suffisantes au secours de la Serbie, escomptaient que M. Venizelos placerait l'armée grecque aux côtés de la Serbie.

L'auteur de l'article se demande aussi si la décision du roi Constantin n'est pas quelque peu hasardeuse en raison de la majorité des venizelistes à la Chambre ; mais il prétend toutefois qu'un mouvement révolutionnaire est improbable, car l'armée principalement les officiers sont entièrement dévoués au roi.

L'humour anglais

Genève, 7 octobre. — Interrogé par des journalistes de Salonique, le général Hamilton leur a fait la déclaration suivante : « Je reste ici parce que le pays me plaît et que le climat est excellent. »

Le Lokalanzeiger, qui publie ce propos, fulmine, n'ayant pas compris.

Appel des classes 1311 à 1303

Les hommes des classes 1311 à 1303 appartenant au service restreint et non armé qui n'ont pas encore été appelés le seront et rejoindront leur corps dans trois jours. En conséquence ils doivent se présenter au bureau de recrutement duquel ils relèvent. Il s'agit des Turcs.

Le sort des Arméniens

De la Neue Zürcher Zeitung : « D'après des renseignements tirés de communications faites par la société allemande de propagande chrétienne en Orient, il ressort que non seulement la ville de Van fut le théâtre de luttes entre les Arméniens dissidents et l'armée turque, mais que les habitants furent en butte dans les campagnes à des sévices exercés par des Kurdes. « Les Arméniens assassinés furent jetés tantôt en pature aux chiens, tantôt jetés dans les « antrons » (moles de fumier). Lorsque les Russes quittèrent Van, au mois d'août, ils emmenèrent avec eux les missionnaires allemands à Tiflis. « Dans les villages de l'ouest, les déportations eurent lieu sans massacres, disent les communiqués allemands ; ce qui est

sûr, c'est que les femmes et les jeunes filles, pour échapper aux poursuites des Arabes et des soldats, souhaitaient mourir ou même se donnaient la mort. Les hommes valides furent déportés, non pour être enrôlés, mais pour être employés à la construction de routes et à des travaux de fortification.

« Comme rien n'avait été prévu pour ces de la soif. Beaucoup de femmes et d'enfants succombèrent aux fatigues de la marche. Beaucoup moururent de la variole ; de nombreux décès provoqués par cette maladie avaient eu lieu déjà au printemps. Dans les territoires abandonnés et ravagés par les sauterelles la plupart des mahométans qui s'étaient réfugiés en Europe sont rentrés. Les Arméniens ont été dirigés vers la Mésopotamie, où les Anglais qui y avaient pénétré avaient songé à installer des Hindous. »

LES COMMUNIQUÉS

COMMUNIQUE BELGE

Bombardement intermittent de nos tranchées avancées au sud de Nieupoort, de Pervyse, d'Oostkerke et de nos tranchées aux abords de Dixmude ainsi qu'au sud de Noordschoote.

Pas d'action d'infanterie.

COMMUNIQUE SERBE

Nich, 6 octobre. — Le 3 octobre, sur le front de la Save, notre artillerie a chassé une batterie ennemie venant de Sourichin, sur les hauteurs de la Bejana.

Sur le même front, notre artillerie a atteint une colonne d'artillerie et un train dans la direction de Fenc Jakov.

Le 4 octobre, sur le front du Danube, des pièces de campagne et des obusiers ont lancé soixante obus sur nos positions de Ram, mais sans aucun résultat.

Une vingtaine d'aéroplanes ont volé au-dessus de la région de la Morava inférieure et de Lava et ont lancé une trentaine de bombes sur Goritz ; il n'y a eu aucune victime.

Un aéroplane ennemi, du type Taube, venant de la direction de Zetchar et Knajevatz, a volé au-dessus de Nich, puis, prenant la direction de l'est, il est parti vers la Bulgarie.

Sur le front de la Save, notre artillerie a bombardé un cantonnement ennemi au nord-ouest de Jakov. Dans la nuit du 4 au 5 octobre, sur le front du Danube, une canonnière et une mitrailleuse ennemies ont tiré de l'île Kozare sur la forteresse de Belgrade sans résultat.

Sur le front de la Save, nous avons enrayé une tentative ennemie pour franchir la Save en face de Banovo Brdo à l'aide d'une embarcation.

COMMUNIQUE ITALIEN

Sur le plateau au nord-ouest d'Arsiero, une active offensive de nos troupes au cours des journées des 3 et 5 octobre et de la nuit du 6, a amené des rencontres assez vives dans cette partie du front depuis le Monte Maronia par Bocca di Valle Orsara (Astico) jusqu'à Valle Fonda au sud du Mont Durier. Les nôtres, appuyés par le feu de l'artillerie ont eu partout l'avantage.

Dans la vallée de Fella, des détachements ennemis divisés en plusieurs groupes ont essayé de pénétrer à travers les pentes boisées des hauteurs au sud du fleuve et ont été repoussés avec pertes, laissant comme prisonnier un officier et une dizaine de soldats.

Sur le Carso, dans la matinée du 6, l'ennemi inquiétait, par un feu intense, les positions de l'aile gauche de nos lignes dans la zone du Monte San Michele ; un de nos détachements d'infanterie a fait irruption de ses retranchements sur l'arête qui, de San Michele, descend sur Peteano, a attaqué les groupes ennemis qui l'occupaient et les a obligés à prendre la fuite en perdant 26 prisonniers.

MORT DU FILS UNIQUE

DE RUDYARD KIPLING

Une dépêche de Londres annonce la triste nouvelle de la mort du fils unique de Rudyard Kipling, tué sur le front. Il avait dix-huit ans.

Violent duel d'artillerie dans la région de Dvinsk

FRONT OCCIDENTAL

Pétrograd, 6 octobre. — Dans la région de Jacobstadt, la fusillade habituelle est devenue vive.

Au sud-ouest de Jacobstadt, les Allemands ont bombardé la région de Tsargrad.

Sur le front de la région de Dvinsk, le duel d'artillerie ne cesse pas.

Dans la région au sud de Postava, nous avons délogé l'ennemi des tranchées de la ferme de Zagacz.

Sur le front entre les lacs de Narotch et de Viscnevskoié, nous avons encore refoulé l'ennemi.

Pendant la poursuite des Allemands, dans la région au sud-ouest du lac de Viscnevskoié, nos troupes ont occupé Abramovskizna, la colonie de Borovymlyn et le village de Manki, au nord de Smorgone.

Dans la région du sud jusqu'au Pripet, pas de changements essentiels.

A l'embouchure de la Stokhod, l'ennemi a tenté de nouveau de s'emparer du village de Pojog, y lançant une attaque sous la projection d'un feu concentré de son artillerie ; nous avons repoussé cette attaque.

Au sud-ouest de Czartorysk, l'ennemi a été rejeté vers le village de Novosselki, nous abandonnant environ 150 prisonniers et une mitrailleuse.

Dans la région des villages de Krasnovolia et de Koszytsche, à l'est de Kolka, nous avons en plusieurs escarmouches avec l'ennemi qui progressait à l'est.

FRONT DU CAUCASE

Dans la région du littoral de la mer Noire, au sud-ouest de Khopa, il n'y a eu que des rencontres d'avant-gardes.

Au sud-est du lac de Tortoum, sur le front entre les villages de Keghyk et d'Ardest, au nord-ouest de Kharassan, le 4 octobre, les Turcs, profitant de l'obscurité, ont tenté d'avancer ; ils ont été arrêtés par notre feu.

Au sud de Khorassan, près du village de Kourfa, escarmouches avec des avant-gardes turques.

LES ALLEMANDS EN POLOGNE

Pétrograd, 7 octobre. — Des Polonais qui se sont enfuis de leur pays rapportent que les officiers allemands leur ont déclaré que la Pologne va être entourée d'une triple ligne de tranchées et d'un triple réseau de fils de fer.

« Les Russes, ont ajouté ces officiers, ne pourront pas nous en déloger, car si les hommes nous manquent, nous armerons tous les Polonais et nous les forcerons à combattre contre les Russes. »

LES AVIONS GEANTS

Pétrograd, 7 octobre. — Le prince Boris Galitzine, qui fournit au gouvernement russe des avions géants, dément la nouvelle selon laquelle un de ces avions aurait été pris par les Allemands et leur servirait de modèle. Aucun de ces grands avions n'est tombé jusqu'à ce jour entre les mains de l'ennemi.

VAPEUR HOLLANDAIS COULE

Londres, 7 octobre. — D'après une dépêche du Lloyd, le vapeur hollandais Tesselstroom a été coulé. Jusqu'ici on compte vingt survivants.

NOTRE OFFENSIVE JUCEE PAR UN OFFICIER ALLEMAND

Rotterdam, 7 octobre. — Le major Moraht, le critique militaire allemand, écrit : « Quel est le résultat de l'offensive franco-anglaise, qui dure depuis onze jours ? Nos chefs déclarent que, contrairement aux plans du général Joffre, cette offensive est un insuccès et qu'il ne peut même pas être question d'une victoire brillante. Cependant, il faut ajouter à cette déclaration que la grande lutte du front occidental n'est pas encore terminée. »

« La quantité énorme de munitions dont

ils disposent, ainsi que l'artillerie qu'ils ont accumulée, conduiront les Français, sans aucun doute, à une nouvelle action, pour laquelle les plus grands préparatifs sont faits. »

« Enfin, nous devons noter un fait important : c'est que l'offensive n'est pas encore devenue générale ; en Champagne, elle a été limitée à 23 kilomètres ; au nord d'Arras, elle l'a été à 12 kilomètres. De très grands fronts ne sont pas encore intéressés à l'affaire. »

STATISTIQUES ALLEMANDES

Officiellement nous avons fait de 25 à 30.000 prisonniers au cours des derniers combats en Champagne et en Artois. Le chiffre exact n'est pas encore connu, comme nous le disions hier, parce que le recensement des prisonniers faits au cours des deux premiers jours de l'attaque n'est pas terminé.

Les Allemands, eux, déclarent que dans ces combats, ils n'ont perdu que 38.000 hommes. C'est peu flatteur pour eux car cela tendrait à prouver que la plupart de leurs soldats se sont rendus sans se battre. Ils feraient mieux d'avouer qu'une fois de plus leurs statistiques sont fausses.

A QUAND LES SEXAGENAIRES ?

Bâle, 7 octobre. — On mande de Budapest à la Gazette de Francfort que le bruit a couru que les hommes de cinquante à cinquante-cinq ans seraient soumis à un nouveau conseil de révision.

LE SOUS-LIEUTENANT DE CASTELNAU EST TUE

Le général de Castelnau, qui avait déjà eu deux de ses fils tués à l'ennemi, vient d'être de nouveau cruellement frappé. Un troisième de ses fils, le sous-lieutenant d'artillerie Hugues de Castelnau, a été mortellement blessé au cours d'un récent combat en Artois.

Avant de mourir, il a été décoré de la Légion d'honneur.

UN DISCOURS DU GENERAL LYAUTEY

A la fin d'un banquet de 400 couverts qui a eu lieu, hier soir, dans l'enceinte de l'Exposition de la colonie française en l'honneur des membres du gouvernement et du président général, ce dernier a prononcé un discours.

Il a loué les efforts de l'initiative privée au Maroc et a comparé les qualités coloniales des Français au Maroc à celles des premiers pionniers du Canada, de la Louisiane et des Indes.

C'est la preuve que la France n'est pas en décadence.

Le général Lyautey a conclu en disant qu'il fallait considérer cette mise en valeur du Maroc comme une victoire éclatante sur un ennemi qui considérerait la ruine de la domination française au Maroc comme un de ses premiers succès.

Le résident général s'affirme fier d'être le syndic de cette équipe de bons Français qui a colonisé le Maroc ; il fait enfin l'éloge du ministre, M. Sarraut, et remercie M. Abel Ferry, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, « ami de vieille date du Maroc ».

AU « JOURNAL OFFICIEL »

Le Journal officiel publie ce matin :

Intérieur : décret portant répartition des crédits affectés en 1915 à la police des communes du département de la Seine.

Guerre : décret portant interdiction du commerce des armes et munitions de guerre en territoire français ou de protectorat français.

Commerce, Industrie : décret autorisant la Chambre de commerce de Mostaganem à emprunter 1.200.000 francs en vue de couvrir aux dépenses des travaux du port de cette ville.

Le Gérant : GARDANNE.

Soc. Anon. des Imp. WELLHOFF et ROCHE, 16-18, rue Notre-Dame-de-Victoires, Paris. E. ARCEAU, directeur.

FEUILLETON DE « L'ŒUVRE »

du 8 octobre 1915

L'Araignée du Kaiser

Grand roman drôlatique

PAR

G. de LA FOUCARDIÈRE

TROISIÈME PARTIE

MISÈRE EN PRUSSE

CHAPITRE X

Scène de ménage

Mais il revint aussi, par le souvenir, Anna Hazerfratz empruntant la carte d'un des officiers prussiens pour y tracer des annotations.

— Tout à l'heure, tu leur as indiqué l'emplacement des troupes françaises ? demanda-t-elle.

Anna eut un sourire plein de duplicité. — Je leur ai donné de fausses indications, dit-elle. D'abord, il m'aurait été impossible de leur en donner de véritables ; je n'en ai pas vu plus que toi. Et puis, je n'aurais pas voulu faire quelque chose qui te déplaît.

Valdès ne put s'empêcher de sourire. Puis, ayant réfléchi, il demanda :

— Tu n'as pas cessé, depuis le commencement de la guerre, d'être en relations avec les services d'espionnage allemands.

Où et quand leur fournissais-tu des renseignements ?

— A l'hôtel Helvetia, répondit franchement Marthe. C'est là que loge depuis trois semaines le colonel Regenschirm, chef du Service Spécial. C'est là que doit descendre le kronprinz.

— Le kronprinz ? répéta Valdès, sans comprendre.

— Oui... c'est le kronprinz qui se trouvait dans l'appareil aérien que nous avons rencontré.

— Dans l'appareil qu'ils m'ont volé ?

— Oui.

— Et c'est toi qui m'as empêché d'avoir le kronprinz ? C'est toi qui, au moment où j'allais le foudroyer...

— Mon père était aussi dans l'appareil, Marc.

Valdès, d'un signe, rendit hommage au sentiment qui avait poussé Marthe à la maltriser. Avec sa manie d'invention déformatrice, il imagina tout de suite une scène inattendue dans le Cid : Chimène empoignant le bras de Rodrigue au moment où celui-ci allait percer son père d'un coup mortel. Ce n'eût pas été un épisode très corrélien ; et puis toute la tragédie eût été à refaire.

Il demanda :

— Qu'est-ce que tu vas faire maintenant, Marthe ? Tu n'imagines pas que je vais te laisser continuer ton petit jeu ?

Et, en même temps, il se demandait ce qu'il allait bien pouvoir faire de Marthe. Celle-ci répondit :

— Je ferai ce que tu voudras, Marc. Je ne ferai plus rien en dehors de toi. Je t'aidrai dans tes projets. Je ne suis plus allemande.

Tu seras toujours allemande, répondit durement Valdès. Ne m'as-tu pas encore arrêté, tout à l'heure, au moment où j'allais foudroyer ces brigands ?

— Ils t'ont relâché, et c'est moi qui les ai trahis. Ce n'aurait pas été... ce n'aurait pas été chic de les détruire tout de suite après.

L'ingénieur ne put s'empêcher de remar-

quer que ce sentiment-là était d'essence française.

— Et qu'est-ce qui me prouve, dit-il, que tu te conduiras proprement avec moi ?

Qu'est-ce qui me prouve que tu ne me trahiras pas par la suite ?

— Tu veux une garantie ?

— Oui.

— Tu veux un otage ?

— Si tu peux m'en donner un.

— Eh bien, choisis. Choisis un homme dans toute l'Allemagne.

L'esprit chimérique de Valdès prit son envol et ne s'arrêta pas à mi-chemin. En d'autres termes, l'ingénieur n'y alla pas avec le dos de la cuiller.

— Le kaiser, dit-il.

— Tu veux le kaiser à ta merci, à bord de la Guêpe ? Qu'est-ce que tu feras du kaiser ?

— C'est impossible, n'est-ce pas ? dit Valdès, revenant à la réalité, autant que pouvait le faire un homme voguant dans l'espace entre la terre et la lune.

Justement, à ce moment, les voyageurs de la Guêpe ne voyaient plus rien de la terre masquée par le brouillard ; mais la lune, énorme, presque irréaliste, semblait les attirer dans son orbe.

— Je suis un imbécile, et tu te moques de moi.

— Pas du tout, fit Marthe. Ce n'est pas impossible. C'est facile. Mais prends garde de regretter ton souhait lorsqu'il sera exaucé.

Elle eut un étrange sourire. Valdès, par l'imagination, reconstruisait immédiatement un Faust où Marguerite jouait le rôle de Méphistophélès.

Il se décida à conclure le pacte.

— Où allons-nous ? demanda-t-il du ton que dut avoir le Docteur parlant à son guide infernal au cours de la nuit de Valpurgis.

Il regardait Marthe avec d'autres yeux. Jusqu'alors, il l'avait considérée comme une aimable petite femme ayant toutes les fai-

bles de son sexe. Maintenant, c'était peut-être l'ennemi, peut-être l'alliée, mais l'alliée avec qui il fallait traiter de puissance à puissance.

Ainsi le prophète Balaam, ayant entendu parler son ânesse, la regarda comme une personne toute différente de celle qu'elle présentait il avait cru avoir dans son écurie.

— Nous rentrons d'abord à Paris, dit Marthe. Il faut recharger tes accumulateurs. Le voyage sera long. Nous irons à Bielefeld d'abord, puis à Potsdam.

— A Potsdam ?

— Evidemment. Je veux bien te livrer le kaiser, mais il faut aller le chercher.

Le lendemain de son retour à Paris, Valdès lut dans les journaux, boursés de commentaires sur la victoire de la Marne, ce petit fait-divers, qui passa d'ailleurs inaperçu :

UNE AFFAIRE DE SÉQUESTRATION. — A la suite d'une perquisition opérée à l'Helvetia-Palace, la police a découvert, enfermé dans les caves de cet établissement, un personnage mystérieux qui n'a pu fournir de renseignements sur son identité. D'autre part, le personnel de l'Helvetia, ayant quitté l'hôtel, n'a pu éclairer la police. L'énigmatique individu, qui présente d'indiscutables traits de dégénérescence physique et qui semble, au moral, complètement idiot, était dans un état de saleté repoussante. Il a été dirigé sur l'infirmerie du Dépôt, où on pourra le réclamer de 2 heures à 5 heures du soir (excepté les jours fériés) sur présentation d'une carte d'électeur. Faute de quoi, au bout d'un an et un jour, la personne qui l'a trouvé pourra le considérer comme étant sa propriété.

A travers cette rédaction, conçue dans le style trop habituel des faits-divers, Valdès comprit qu'il était maintenant inutile de se livrer à une enquête personnelle sur les affirmations de Marthe touchant la présence du kronprinz à Paris. Non seulement inutile, mais dangereux : toute démarche de vant aboutir à sa propre arrestation.

Il se décida donc à partir immédiatement pour Bielefeld.

D'ailleurs, les communiqués de l'Agence Wolff signalaient ce jour-là la présence du kronprinz en Argonne, en Belgique, en Pologne, et encore dans quelques autres endroits.

CHAPITRE XI

Kultur

Vous avez certainement apprécié, en lisant l'île du Docteur Moreau, le roman fantastique et fantastique du grand écrivain H. G. Wells, la scène où les brutes, assemblées dans une caverne, s'efforcent, par crainte autant que par gloire, de faire figure d'hommes. Ces animaux à qui un vivisecteur trop habile a donné la parole en même temps que l'apparence humaine, sont là, assis en rond sur leur derrière (sasseoir sur son derrière est le propre de l'homme) et, gravement, pour se convaincre eux-mêmes de l'exactitude de cette assertion, répètent à satiété :

— Nous sommes des hommes ! Nous sommes des hommes ! Nous sommes des hommes ! Vous appréciez également ce compte-rendu d'une séance de l'Académie des Sciences de Berlin, où soixante et dix « Herr Doktor » gravement assis sur leur derrière, échangeaient pendant quelques heures des propos qui voulaient être humains dans une langue qui, à la rigueur, peut paraître une langue humaine, en répétant ce leitmotiv dans l'espérance que l'écho l'irait redire à Rome :

— Nous sommes des hommes : voyez, nous marchons sur deux pattes... Nous ne sommes pas des sauvages : voyez ; nous ne mangeons pas nos prisonniers. Nous avons un ponce opposable aux autres doigts, ce qui prouve que nous sommes très évolués dans l'échelle des êtres ; et notre système digestif est si perfectionné que chacun de nous peut sans inconvénient manger un cochon entier entre ses repas.

(A suivre).